

## Commune d'Anderlecht

### Règlement-taxe sur la la distribution gratuite à domicile d'imprimés publicitaires non adressés

#### Article 1: Durée

Il est établi, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017, pour une période de trois ans, expirant le 31 décembre 2019, une taxe communale sur la distribution à domicile d'imprimés publicitaires non adressés.

#### Article 2: Assiette de la taxe

Sont visés par les présentes dispositions :

- 1) la distribution à domicile de feuilles et de cartes publicitaires à caractère commercial, ainsi que de catalogues, de dépliants et de journaux contenant de la publicité à caractère commercial, lorsque ces imprimés sont non adressés. Est uniquement visée la distribution gratuite dans le chef des destinataires.
- 2) la distribution gratuite dans les chefs des destinataires d'imprimés publicitaires non adressés, ouverts à tous les annonceurs ou émanant d'un seul commerçant ou d'un groupe de commerçants et comportant moins de 40 % de textes rédactionnels non publicitaires.

Le pourcentage de 40 % de textes rédactionnels non publicitaires sera calculé en tenant compte de leur superficie totale d'occupation (y-compris leur(s) annexe(s) telle(s) que dessin(s), gravure(s) ou photographie(s)) dans l'imprimé publicitaire pris dans sa superficie intégrale de rédaction, y compris les pages de couvertures.

#### Article 3. Définitions

Au sens du présent règlement, on entend par :

● **imprimé publicitaire:**

tout document qui contient au moins une annonce à des fins commerciales et/ou un ou des texte(s) publicitaire(s), réalisé(s) par une ou plusieurs personnes(s) physique(s) ou morale(s).

● **non-adressé:**

tout imprimé publicitaire qui ne comporte pas le nom et l'adresse complète du destinataire (rue, n°, (bte), code postal et commune).

● **carte et feuille publicitaire:**

toutes pièces qui sont composées au plus d'une feuille (deux faces imprimées ou non).

● **catalogue, dépliant ou journal publicitaire:**

toutes pièces qui comprennent plus d'une feuille (reliées, agrafées ou pliées).

● **textes rédactionnels:**

- les textes écrits par des journalistes dans l'exercice de leur profession, pour autant qu'il n'y soit pas fait mention, soit explicitement, soit implicitement, de firmes ou de produits déterminés;
- les textes qui, au niveau de la population de la commune, jouent un rôle social et d'information générale en dehors des informations commerciales ou apportent une information officielle d'utilité publique en faveur de l'ordre ou du bien être comme les

services d'aide, les services publics, les mutuelles, les hôpitaux, les services de garde (médecins, pharmaciens, infirmiers) ou des informations d'utilité publique telles que les informations communales et les faits divers nationaux et internationaux;

- les nouvelles générales et régionales, politiques, sportives, culturelles, artistiques, folkloriques, littéraires et scientifiques ainsi que les informations non commerciales aux consommateurs, les informations sur les cultes, les annonces d'activités telles que fêtes et kermesses, fêtes scolaires, activités des maisons de jeunes et des centres culturels;

- les petites annonces non commerciales qui émanent de particuliers;

- les annonces notariales;

- les offres d'emploi;

- la propagande électorale.

- **textes publicitaires:**

- les articles qui, sous une forme directe ou voilée, renvoient le lecteur à des réclames;

- les textes (avec ou sans photo(s) et/ou dessin(s)) qui, d'une façon générale, soit implicitement, soit explicitement visent à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, produits ou services en vue d'aboutir à une transaction commerciale.

- les offres de services rémunérés (émanant de particuliers ou d'agences).

#### **Article 4: Redevable**

La taxe est due par l'éditeur responsable des imprimés visés par les présentes dispositions ou, s'il n'est pas connu, par la personne physique ou morale pour le compte de laquelle l'imprimé publicitaire non adressé est distribué et ce pour chaque firmes ou produits spécifiquement déterminés dont il est fait mention sur l'imprimé publicitaire. Le distributeur des imprimés taxables est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Si l'éditeur responsable ou le distributeur ne sont pas connus, la personne physique ou morale pour laquelle l'imprimé est distribué, est responsable du paiement de la taxe.

La taxe est due par la personne physique ou morale pour le compte de laquelle l'imprimé publicitaire non adressé est distribué lorsque l'éditeur responsable n'a pas son siège social dans l'Union européenne (UE) et aucune société commerciale en Belgique dotée de la personnalité juridique au sens du Titre I, article 2, § 2, du Code des Sociétés ( loi du 7 mai 1999).

#### **Article 5:**

Les différentes formats sont:

a) **Carte et feuille publicitaire:**

- superficie plus petite ou égale au format A4

- superficie plus grande que le format A4 mais ne dépassant pas la superficie de 2 x le format A4

b) **Catalogue, dépliant ou journal publicitaire**

La taxe est établie sur la superficie de l'imprimé publicitaire totalement déplié.

#### **Article 6: Taux**

Les taux de taxation en euro sont fixés comme suit pour les années 2017 à 2019 inclus:

	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>
<b>Plus petit ou égal à A4</b>	<b>0,0118</b>	<b>0,0120</b>	<b>0,0122</b>
<b>Montant minimum par distribution</b>	<b>29,86</b>	<b>30,45</b>	<b>31,06</b>
<b>Plus grand que A4</b>	<b>0,0236</b>	<b>0,0240</b>	<b>0,0245</b>
<b>Montant minimum par distribution</b>	<b>59,75</b>	<b>60,95</b>	<b>62,17</b>
<b>Catalogues, dépliants ou journaux</b>	<b>0,0354</b>	<b>0,0361</b>	<b>0,0368</b>
<b>Montant minimum par distribution</b>	<b>119,50</b>	<b>121,89</b>	<b>124,33</b>

#### **Article 7:**

A la demande du redevable, l'Autorité communale compétente est autorisée à accorder un régime d'imposition forfaitaire mensuel pour toute l'année, en remplacement des taxations occasionnelles.

Le régime de taxation forfaitaire doit être demandé au plus tard le 31 janvier de l'année d'imposition et restera valable jusqu'à la fin de l'année d'imposition.

Les taux en euro de taxation forfaitaire mensuelle sont fixés comme suit pour les années 2017 à 2019 inclu quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois:

	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>
<b>Plus petit ou égal à A4</b>	<b>717,04</b>	<b>731,38</b>	<b>746,01</b>
<b>Plus grand que A4</b>	<b>1.434,12</b>	<b>1.462,80</b>	<b>1.464,80</b>
<b>Catalogues, dépliants ou journaux</b>	<b>2.151,16</b>	<b>2.155,46</b>	<b>2.198,57</b>

## **Article 8: Déclaration**

Le redevable est tenu soit:

- de demander une formule de déclaration à l'administration communale avant chaque distribution d'imprimés publicitaires et de la renvoyer (par poste, fax ou mail), dûment complétée, datée et signée avant l'échéance mentionnée sur ladite formule, à savoir quinze jours.
- d'envoyer spontanément (par poste, fax ou mail), une déclaration, reprenant les données nécessaires à l'établissement de la taxation (*coordonnées complètes du déclarant, adresse de facturation, nombre d'exemplaires distribués, période de distribution, coordonnées du distributeur, choix du mode de taxation, qualité et signature du déclarant, date d'établissement de la déclaration*).

## **Article 9: Taxation d'office**

A défaut de déclaration dans les délais prévus par le règlement, en cas d'insuffisance de celle-ci, en cas de refus de déclaration ou en cas de défaut de déclaration, le redevable fera l'objet d'une taxation d'office sur base des éléments dont l'Administration communale dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

La taxe ne peut être établie avant que ce délai ne soit échu.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due sera majorée d'un montant double de celle-ci.

Les infractions au présent règlement sont constatées par le(s) membre(s) du personnel communal, désigné(s) à cet effet par le Collège et qui est (sont) compétent(s) pour effectuer un contrôle ou examen et faire les constatations nécessaires quant à l'application du règlement-taxa et de ses diverses dispositions.

Les procès-verbaux qu'il(s) rédige(nt) font foi jusqu'à preuve du contraire.

## **Article 10: Recouvrement**

La taxe est levée par voie de rôle.

Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

## **Article 11: Réclamations**

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre une taxe ou sa majoration auprès du Collège des Bourgmestres et Échevins.

La réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Si le redevable ou son représentant en a fait la demande explicite dans la réclamation, il sera invité à être entendu lors d'une audition dans un délai de quinze jours calendrier au moins avant le jour de l'audition.

La présence à l'audition doit être confirmée par écrit par le redevable ou son représentant au Collège ou au membre du personnel désigné par le Collège à cet effet, au moins sept jours calendrier avant le jour de l'audition.

**Article 12:**

Le présent règlement-taxe remplace, à partir du 1er janvier 2017, le règlement-taxe sur la distribution gratuite à domicile d'imprimés publicitaires non adressés adopté par le Conseil communal en séance du 25 octobre 2012.